



Élections de mi-mandat aux Philippines : la guerre des clans à son comble

Juliette LOESCH

► Points clés

- L'opposition entre les clans Marcos et Duterte s'est imposée comme la principale ligne de fracture de la campagne, témoignant de l'influence des dynasties politiques dans la vie électorale philippine.
- Malgré sa domination au Parlement et dans les sondages, l'alliance présidentielle déçoit, tandis que les opposition pro-Duterte et progressiste déjouent les pronostics.
- L'arrestation de l'ancien président Rodrigo Duterte et son extradition vers La Haye ont galvanisé sa base électorale et donné un second souffle à la campagne de sa fille, Sara, actuelle vice-présidente.
- Les réseaux pro-Duterte ont orchestré une vaste campagne numérique de désinformation, amplifiant les tensions politiques et éveillant les soupçons d'ingérence chinoise.
- La procédure de destitution de Sara Duterte et les fractures internes au sein du camp Marcos annoncent une période de recomposition politique d'ici aux présidentielles de 2028.

Introduction

Trois ans après les dernières élections générales et présidentielles, les électeurs philippins se sont de nouveau rendus aux urnes le 12 mai 2025 pour élire leurs représentants municipaux et parlementaires. Alors que plus de 18 000 postes étaient en jeu à tous les niveaux de l'État, c'est l'élection sénatoriale – 12 postes sur 24 étaient à pourvoir – qui a concentré la majeure partie de l'attention politique et médiatique. La Chambre haute joue en effet un rôle stratégique dans la répartition des équilibres partisans en vue des élections présidentielles de 2028.

Le système politique philippin est dominé par des logiques dynastiques et oligarchiques, dans lequel les rapports de pouvoir entre familles prévalent sur les clivages idéologiques et les débats de fond. Or, les deux familles « régnautes », incarnées par Ferdinand Marcos Jr, président (et fils de l'ancien dictateur du même nom), et Sara Duterte, vice-présidente et fille du précédent président Rodrigo Duterte, sont en conflit ouvert depuis l'implosion de l'alliance opportuniste qu'ils avaient conclue pour les élections présidentielles de 2022. Dans ce contexte, les élections de mi-mandat se sont transformées en référendum déguisé pour la domination de l'un ou l'autre camp.

Dès les premiers jours de campagne, Ferdinand Marcos Jr, qui jouit d'une base partisane solide au Congrès mais d'un soutien populaire limité, a dramatisé l'enjeu électoral en le présentant comme un choix entre les « jours sombres » du régime de Rodrigo Duterte (2016-2022) et la promesse de « Philippines nouvelles », et a appelé les électeurs à rejeter le style de gouvernement autoritaire et clivant de son prédécesseur¹. Ce dernier a rapidement contre-attaqué, dénonçant l'incapacité du gouvernement en place à contenir l'inflation, tout en accusant au passage le président d'être héroïnomane².

La campagne a rapidement basculé dans une phase critique à la suite du vote de destitution de Sara Duterte le 7 février à la Chambre des représentants, qui devra être confirmé par le Sénat, puis de l'arrestation de Rodrigo Duterte le 11 mars et son extradition vers La Haye où il attend désormais son procès pour des accusations de crimes contre l'humanité, commis dans le cadre de sa guerre contre la drogue.

L'administration présidentielle a présenté une liste de douze candidats sénatoriaux³, réunis sous la bannière de la coalition *Alyansa Para sa Bagong Pilipinas* (Alliance pour des Nouvelles Philippines). Constituée en mai 2024 en vue des élections de 2025, cette alliance associe le *Partido Federal ng Pilipinas* de Marcos et le *Lakas-Christian Muslim Democrats* (Lakas-CMD) de Romualdez, ainsi que trois autres partis également contrôlés

1. « China Is Set to Be an Election Issue, and There Are Pitfalls Ahead », Rappler, 25 mars 2025, disponible sur : www.rappler.com.

2. « Election Campaign Begins in the Philippines with Marcos-Duterte War of Words », *The Diplomat*, 16 février 2025, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

3. Ramenés à onze après la défection d'Imee Marcos.

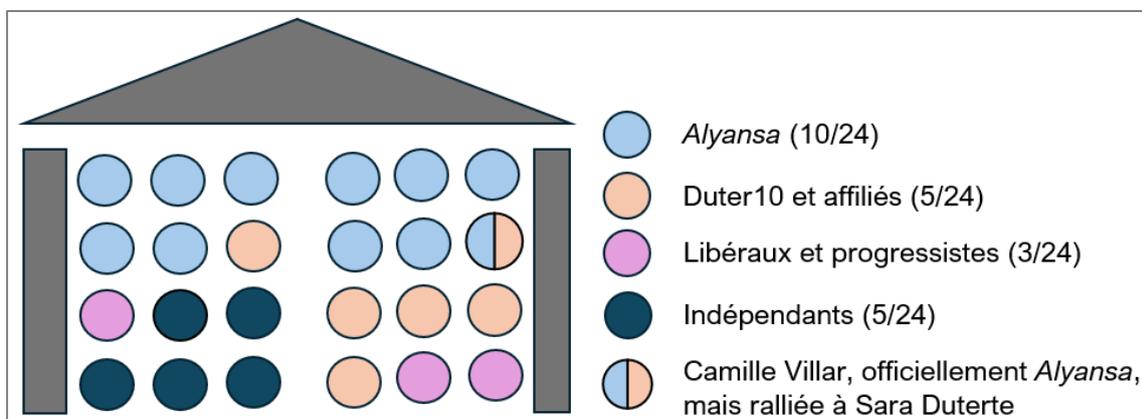
par de puissantes dynasties politiques. L'*Alyansa* rassemble ainsi les forces dominantes du pays et s'imposait au début de la campagne comme acteur hégémonique du paysage politique philippin.

Dans l'opposition, le clan Duterte a porté une liste sénatoriale composée de dix candidats, les « Duter10 », parmi lesquels deux piliers de l'ancien régime : Bong Go, proche conseiller et bras droit de Rodrigo Duterte, et Ronald « Bato » dela Rosa, figure centrale de l'appareil répressif durant la guerre contre la drogue.

Des résultats à rebours des prévisions

Alors que les sondages pré-électorales prévoyaient neuf sièges remportés par l'*Alyansa*, celle-ci n'en a sécurisé que six sur les douze en jeu, en comptant la victoire de Camille Villar, officiellement membre du parti présidentiel, mais qui a rallié le camp Duterte tardivement. Si cela ne constitue pas en soi une défaite pour le camp présidentiel, qui demeure majoritaire à la Chambre haute, le résultat témoigne d'un revirement de l'opinion, à rebours de la dynamique hégémonique qui a prévalu durant la campagne.

Nouvelle composition du Sénat selon les résultats temporaires de la Commission électorale



Source : graphique réalisé par l'Ifri © Ifri, 2025.

À l'inverse, la liste concurrente des « Duter10 » affiche de meilleurs résultats que ceux attendus, remportant trois sièges. Bong Go bénéficie sans surprise d'une réélection triomphale, recueillant plus d'un tiers des suffrages exprimés face à 65 concurrents. Plus inattendu, Ronald « Bato » dela Rosa, que les sondages donnaient pourtant perdant, se hisse à la troisième place, consolidant son ancrage politique tout en se prémunissant temporairement contre d'éventuelles poursuites liées à son rôle central dans la guerre contre la drogue. Deux candidates absentes de la liste « Duter10 » mais ralliées tardivement au camp Duterte, Imee Marcos et Camille Villar, parviennent également à décrocher un siège, en dépit d'une dynamique de campagne défavorable. Au niveau local, les Duterte consolident leur domination dans leur fief de Davao City : Rodrigo Duterte y

est de nouveau élu maire⁴, et ses fils Sebastian et Paolo respectivement vice-maire et député de la première circonscription.

Le scrutin a également réservé des surprises du côté de l'opposition progressiste. Deux figures proches de l'ancienne vice-présidente Leni Robredo, Bam Aquino et Kiko Pangilinan, font ainsi une entrée remarquée au Sénat : arrivés en deuxième et cinquième positions, ils déjouent les pronostics des sondages et illustrent la persistance d'un électorat réformiste en quête d'alternatives crédibles au duel Marcos-Duterte.

La liste concurrente des « Duter10 » affiche de meilleurs résultats que ceux attendus

Un sondage conduit en février par l'institut Social Weather Stations révélait que près de 90 % des personnes interrogées se déclaraient prêtes à soutenir des candidats porteurs de propositions concrètes en matière de développement agricole, de renforcement du système de santé, de création d'emplois, d'égalité d'accès à l'éducation et d'amélioration des droits des travailleurs⁵, des considérations ancrées dans la réalité quotidienne des électeurs philippins, à distance des luttes de

pouvoir entre élites maniléennes. Or, ces priorités sociales sont aussi celles sur lesquelles l'administration Marcos enregistre des résultats négatifs selon un sondage de Pulse Asia en avril : les Philippines ont ainsi exprimé une forte désapprobation de l'action gouvernementale sur plusieurs dossiers jugés urgents, à commencer par la maîtrise de l'inflation (79 % des répondants), la réduction de la pauvreté (48 %), l'augmentation des salaires (48 %) mais également la lutte contre la corruption (53 %)⁶.

L'arrestation de Duterte, point de bascule de la campagne

Impossible de ne pas voir l'influence de l'arrestation de Rodrigo Duterte sur les dynamiques de la campagne et les résultats du suffrage. Le sondage Pulse Asia publié en avril a montré que le taux de popularité du président Ferdinand Marcos Jr avait enregistré une chute brutale après le 11 mars (- 17 points). En parallèle, la vice-présidente Sara Duterte a vu sa cote de confiance progresser légèrement (+ 8 points), montrant un regain d'adhésion dans son camp à la suite de l'événement⁷.

L'arrestation de Rodrigo Duterte a également mis à rude épreuve la cohésion de la coalition présidentielle. Près de la moitié des candidats de la liste s'étaient publiquement

4. D'un point de vue légal, le président de la Commission électorale a rappelé que seule une condamnation définitive peut disqualifier un candidat. Autrement dit, l'arrestation de Duterte n'empêche ni sa candidature ni sa victoire, puisque la temporalité du procès dépasse largement celle des élections, avec une prochaine audience prévue seulement en septembre 2025.

5. « Local Campaign Period for 2025 Midterms Begins in Politically Polarized Philippines », Rappler, 28 mars 2025, disponible sur : www.rappler.com.

6. « Pulse Asia: Marcos Trust, Approval Rate Down; Sara Duterte Up », *Philippine Daily Inquirer*, 17 avril 2025, disponible sur : <https://newsinfo.inquirer.net>.

7. *Ibid.*

opposés à l'action de la Cour pénale internationale, les contraignant pour le reste de la campagne à un difficile exercice d'équilibrisme entre dénonciation du bilan de l'administration Duterte et silence quant au procès à venir. Deux candidates ont même choisi de prendre leurs distances avec l'alliance. Imee Marcos, sœur aînée du président mais qui n'a jamais caché sa proximité avec Sara Duterte, est ainsi apparue aux côtés de la vice-présidente dans un spot de campagne ouvertement critique à l'égard des politiques menées par son frère⁸. Camille Villar, vice-présidente de la Chambre des représentants et héritière d'une influente dynastie politique, a, elle aussi, opéré un rapprochement tactique avec le clan Duterte, cherchant à inverser une dynamique de campagne peu favorable.

La revanche de Sara Duterte

Le partenariat opportuniste conclu entre Ferdinand Marcos Jr et Sara Duterte pour les élections présidentielles de 2022 a rapidement laissé place à un conflit ouvert entre les deux clans, dès lors qu'il est apparu que Marcos œuvrait en coulisse à l'éviction de son ex-alliée, au profit de l'ascension de son cousin Martin Romualdez. Dénonçant un climat politique « toxique » et des « manœuvres politiciennes exécrables⁹ », Duterte a démissionné du parti majoritaire de Romualdez en mai 2023 puis du gouvernement en juin 2024, où elle exerçait en plus de son rôle de vice-présidente les fonctions de secrétaire à l'Éducation. Or, Sara Duterte paye cher cette défection, qui l'expose à l'acharnement des parlementaires du camp majoritaire, cherchant à saisir cette opportunité pour évincer définitivement la famille Duterte. Elle fait d'abord l'objet d'une enquête parlementaire pour mésusage de fonds publics, ainsi que d'une procédure de destitution, validée par la Chambre des représentants en février 2025. La décision finale sera rendue à l'issue d'un procès qui se tiendra devant le Sénat à partir de juin. À cette pression institutionnelle s'ajoutent des poursuites judiciaires imminentes : le Bureau national d'enquête a en effet recommandé l'ouverture d'une procédure pénale contre la vice-présidente pour menaces d'assassinat présumées à l'encontre du président Marcos Jr, formulées lors d'une conférence de presse improvisée au lendemain de sa démission du gouvernement.

Le partenariat
opportuniste Marcos–
Duterte a rapidement
laissé place à un conflit
ouvert entre les deux clans

Malgré ces attaques, Sara Duterte a pourtant réussi à maintenir une cote de popularité relativement élevée et s'est naturellement imposée comme figure centrale de la campagne des « Duter10 » après l'arrestation de son père. Durant le dernier mois précédant le scrutin, elle a ainsi parcouru l'archipel, multipliant les rencontres avec les élus locaux, réactivant ses réseaux territoriaux et mobilisant la rhétorique populiste caractéristique de son clan. Elle a sans surprise opté pour une posture de confrontation avec l'administration, capitalisant sur l'émotion suscitée par l'arrestation de Rodrigo Duterte pour dénoncer une « manœuvre motivée politiquement » visant à « démanteler

8. « #ITIM Inday Trusts Imee Marcos », Youtube, 15 avril 2025, disponible sur : www.youtube.com.

9. « VP Sara Resigns as Lakas-CMD Member », *Philippine News Agency*, 19 mai 2025, disponible sur : www.pna.gov.ph.

l'opposition¹⁰ » et allant jusqu'à transformer ses rassemblements en tribunes contre les parlementaires ayant voté en faveur de sa destitution à la Chambre des représentants¹¹.

Les efforts de Sara Duterte se sont doublés d'une intense campagne de communication de ses partisans sur les réseaux sociaux. Les manifestations spontanées d'indignation et de colère à la suite de l'arrestation de son père ont rapidement laissé place à une opération informationnelle de grande ampleur, révélant le degré d'organisation des réseaux pro-Duterte en ligne et leur capacité de réaction rapide. Reuters a ainsi rapporté qu'environ un tiers des comptes X ayant pris part à la conversation étaient des faux comptes, activés immédiatement après l'arrestation¹². À cette campagne de désinformation s'est ajoutée une intensification du harcèlement en ligne visant les familles des victimes de la guerre contre la drogue ainsi que leurs représentants juridiques.

Ce raid numérique a été dénoncé par le camp Marcos, qui n'a pas hésité à y ajouter une lecture géopolitique pour activer le sentiment antichinois déjà très répandu dans l'opinion publique. Il a ainsi évoqué une possible ingérence étrangère chinoise, facilitée par les Duterte. Le 25 avril, le sénateur sortant Francis Tolentino a affirmé que Pékin cherchait à « contrôler » le Congrès philippin à l'occasion des élections de 2025¹³. Sans désigner nommément les intéressés, ses propos visaient de toute évidence les candidats associés à Duterte. Marcos Jr avait fait de la Chine un axe central de son discours de campagne, accusant l'administration précédente d'avoir transformé les Philippines en « province chinoise¹⁴ ».

Recomposition et repositionnement : des perspectives incertaines en vue de 2028

À très court terme, l'issue du procès pour la destitution de Sara Duterte pourrait profondément reconfigurer le paysage politique philippin. Le rapport de force issu des élections est pour l'instant défavorable à la vice-présidente : seuls trois candidats de la liste « Duter10 » ont été (ré)élus et les ralliements d'Imee Marcos et Camille Villar demeurent fragiles, alors que le reste du Sénat reste largement aligné sur l'exécutif. Sara Duterte a cependant réaffirmé sa volonté de rester en fonction et de défendre son mandat, refusant de démissionner, ce qui lui permettrait pourtant d'éviter une inéligibilité

10. « VP Sara: Arrest of Rodrigo Duterte Done to “Demolish Political Opponents” », *GMA News Online*, 20 mars 2025, disponible sur : www.gmanetwork.com.

11. « Sara Duterte's Revenge Tour? VP Slams Reelectionist Impeachment Backers in Their Turf », *Rappler*, 26 avril 2025, disponible sur : www.rappler.com.

12. « Exclusive: Fake Accounts Drove Praise of Duterte and Now Target Philippine Election », *Reuters*, 11 avril 2025, disponible sur : www.reuters.com.

13. « Alyansa Bets Warn Beijing Wants “Pro-China” Senate in 2025 », *Rappler*, 25 avril 2025, disponible sur : www.rappler.com.

14. « Marcos Targets Duterte's China Policy Ahead of Mid-Term Elections », *Voice Asia News*, 15 février 2025, disponible sur : <https://voiceasianews.com>.

à vie¹⁵. Le pari est risqué, mais pas impossible : les résultats mitigés enregistrés par le camp présidentiel aux élections sénatoriales montrent que l'électorat philippin reste sensible au traitement de la famille Duterte et n'hésite pas à « punir » l'administration, perçue – probablement à tort – comme responsable de l'éloignement de l'ancien président. Cette prise de conscience pourrait inciter le camp majoritaire à faire preuve de retenue dans l'instrumentalisation d'outils parlementaires et légaux.

En matière de politique intérieure, Marcos Jr devra composer avec l'électorat populiste de Duterte et répondre à des revendications sociales de plus en plus pressantes, notamment en matière économique. Ainsi, il devra naviguer entre le renforcement de l'alliance sécuritaire avec les États-Unis, principal rempart face à une Chine considérée comme menaçante, et les négociations commerciales pour échapper aux droits de douane imposés par Washington.

Les trois prochaines années s'annoncent comme une période de fortes tensions partisans et de recomposition des équilibres élitaires en vue de l'échéance présidentielle de 2028. Du côté des Duterte, Sara apparaît comme l'héritière naturelle du clan, mais sa position pourrait être concurrencée par Bong Go, dont les ambitions présidentielles sont assumées depuis longtemps.

Côté Marcos, les défections d'Imee Marcos et de Camille Villar montrent que les orientations prises par le président – notamment ses efforts pour évincer les Duterte et imposer Martin Romualdez comme son successeur en 2028 – ne font pas l'unanimité. Dans les années à venir, on peut s'attendre à d'intenses tractations de l'administration en place pour s'assurer du ralliement de toutes les familles à l'axe Marcos-Romualdez en vue de la prochaine présidentielle.

Marcos devra naviguer entre le renforcement de l'alliance sécuritaire avec les États-Unis et les négociations commerciales

15. « Sara Duterte Disappointed; Vows to Build “Powerful Opposition” », *Philippine Daily Inquirer*, 13 mai 2025, disponible sur : www.inquirer.net.

Juliette Loesch est chercheuse associée au Centre Asie de l'Ifri et doctorante en science politique à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), où elle étudie la désinformation politique en Indonésie contemporaine. Elle enseigne également les relations internationales à l'Inalco et à la Sorbonne, et publie une newsletter d'actualité politique sur l'Asie du Sud-Est, www.durianstories.substack.com.

Comment citer cette publication :

Juliette Loesch, « Élections de mi-mandat aux Philippines : la guerre des clans à son comble », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 20 mai 2025.

ISBN : 979-10-373-1048-4

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'autrice.

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Philippines durant les élections, 12 mai 2025

© Ryan Eduard Benaïd/SOPA Images/Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

